

# LA FRANCE LIBRE

La France aux Français !

Journal Populaire, Républicain Catholique

Christ et Liberté !

## ABONNEMENTS

	UN AN	6 MOIS	3 MOIS
LYON et Départements limitrophes...	20 fr.	11 fr.	6 fr.
Autres Départements.....	24 fr.	13 fr.	7 fr.

DIRECTEUR : F.-I. MOUTHON

LYON, Rue de la Charité, 48 - RÉDACTION &amp; ADMINISTRATION - 48, Rue de la Charité, LYON

## ANNONCES

Les Annonces sont reçues pour Lyon et la Région :  
 Aux Bureaux du Journal  
 A Paris : Chez M. PRÉVAL, 28, Rue d'Assas

## LE PROCÈS ZOLA EN COUR D'ASSISES

### LA JOURNÉE

Au début de l'audience d'hier, plus mouvementée que la première, la cour déclare que les témoins militaires non présents seront l'objet d'une seconde citation.

On entend les témoins. Mme Dreyfus ne peut déposer. M. Labori n'ayant pas été autorisé, malgré les protestations de Zola et les siennes, à lui poser les quinze questions qu'il avait soulevées à l'égard de la cour.

On entend alors successivement M. Leblois, M. Scheurer-Kestner qui répètent dans une narration souvent interrompue, les histoires cent fois racontées sur le commandant du Paty de Clam et le général de l'affaire Dreyfus; puis M. Casimir-Perier et le banquier de Castro.

M. Andrade, professeur à la Faculté de Rennes, et dont on se rappelle l'attitude à propos de l'affaire Zola, vient d'être suspendu de ses fonctions.

D'importantes nominations militaires viennent d'être signées au Conseil des ministres.

### Programme radical

#### III — ATHÉISME DE L'ÉTAT

Si l'on veut donner à chaque chose le nom qui lui convient, c'est ainsi que l'on doit nommer la neutralité de l'Etat à l'égard des croyances religieuses. Il est en effet très clair, pour tout esprit non prévenu et sincère, que cette « indifférence » vis-à-vis de la religion ne peut se justifier, s'expliquer, que par le doute et l'incertitude sur la vérité religieuse ou par la négation radicale de cette vérité elle-même. Dans l'un et l'autre cas, dans le doute réfléchi ou dans la négation raisonnée, se déclarer neutre c'est avouer que l'on veut vivre, que l'on veut agir comme si Dieu n'existait pas. Pratiquement, pour l'Etat de même que pour les particuliers, neutralité égale athéisme.

Je n'ai certes pas l'intention d'entreprendre ici la réfutation de l'athéisme. Ce serait faire œuvre de philosophe, et je ne dois parler qu'en homme politique et en démocrate. Mais que faut-il penser, au point de vue gouvernemental et démocratique, de cette prétendue neutralité religieuse de l'Etat ?

En bien, pour tout dire avec une entière franchise, cette thèse de l'Etat sans religion et sans Dieu me paraît être anti-démocratique. Voici mes raisons :

Dans une démocratie, le peuple a besoin d'abord pour établir ses droits d'une base inébranlable, ensuite pour soutenir ses revendications, d'un fondement solide, enfin pour contenir ses passions et ses colères, d'une barrière qui résiste à tous les assauts de sa fureur.

Or, où trouver cette base en dehors de l'idée de la solidarité des hommes et de leur fraternité ? et d'où conclure que les hommes sont frères et partant solidaires, sinon de leur divine origine et de la paternité de Dieu ?

On trouvera ce fondement, si la loi de justice et la loi d'amour ne sont pas des obligations imposées à la conscience et à la volonté des hommes ? et, si Dieu n'existe pas, de quelle autorité pourrait descendre sur l'homme de telles obligations ?

On trouvera cette barrière, s'il n'y a pas de sanction à notre vie morale, s'il n'y a pas d'espérance certain qu'un jour il sera rendu à chacun selon ses œuvres et ses mérites ? et d'où viendrait cette sanction, et qui nous garantirait cette espérance, s'il n'y a pas de Dieu ?

L'Etat neutre et athée, l'Etat sans religion et sans Dieu, voilà donc bien un concept antidémocratique.

d'une oppression tyrannique : l'Etat gouverne, légifère et administre, comme si la religion n'existait pas, sans se préoccuper de savoir s'il contredit les croyances, s'il méconnaît les exigences de la foi religieuse, s'il empêche, s'il entrave, s'il gêne la pratique de la religion ; c'est à la religion de s'accommoder aux lois qu'il plaît à l'Etat de promulguer, c'est à la conscience religieuse de se plier aux ordonnances que l'Etat impose aux citoyens. Une pareille neutralité est-ce autre chose que le plus intolérable despotisme ? Nous sommes démocrates, nous n'en voulons pas.

Mais si l'Etat, qui ne professe lui-même aucun culte, s'applique dans sa neutralité à ne rien édicter ni rien faire qui blesse les croyances des citoyens ou porte obstacle à leurs pratiques religieuses ; s'il prend soin, à cause même de son indifférence en matière de religion, d'assurer à tous les citoyens l'entière liberté de remplir tous les devoirs que leurs consciences leur prescrivent, dans ce cas, la neutralité religieuse de l'Etat devient, en fait, la liberté des croyances religieuses ; et qui d'entre nous ne réclame cette liberté ?

Il y a donc une manière antidémocratique, injuste et despotique, de comprendre et d'observer la neutralité de l'Etat à l'égard de la religion. Et il y a aussi une manière d'entendre et d'appliquer ce faux principe qui s'accorde avec les droits sacrés de notre foi.

Or nul doute que le programme radical ne comprenne la neutralité religieuse de l'Etat dans le sens contraire à l'esprit d'une véritable démocratie. Le but avoué de ces politiciens c'est d'opprimer l'Eglise. Ils veulent résoudre la question religieuse en France en déchristianisant le peuple, en décatholisant le pays.

Les démocrates chrétiens ne sauraient oublier la devise de leur foi chrétienne et de leur convictions démocratiques : *Christ et Liberté !*

Abbé GAYRAUD.

### Nos Dépêches

SERVICES TÉLÉGRAPHIQUE &amp; TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAUX

### Le Procès Zola

#### LES MESURES D'ORDRE

Paris. — Dès 6 heures du matin, il est nécessaire d'organiser un service d'ordre aux abords du Palais. En effet, une centaine de personnes, que l'on reconnaît pour des socialistes militants, font la queue sur la place Dauphine et le long de la grille.

M. Fillion, officier de paix du 3<sup>e</sup> arrondissement, arrive avec 3 détachements des brigades de réserve, composés chacun de 50 hommes.

Jusqu'à 9 heures, étaient sur les lieux, 4 commissaires divisionnaires et deux officiers de paix.

A 9 heures, l'animation est très grande à l'intérieur du Palais et la salle des Pas-Perdus est surveillée par de nombreux gardes municipaux à pied. Il est interdit de stationner.

Les avocats en robe et les journalistes sont seuls admis.

On veut ainsi éviter l'encombrement qui se produirait, et les curieux massés en dehors pourraient être à l'abri de la pluie.

Le Palais est occupé militairement par une centaine de gardes municipaux ; tous les postes sont doublés comme hier ; à l'intérieur et à l'extérieur, la physionomie reste à peu près la même jusqu'à 10 h. 42.

A partir de ce moment, quelques groupes d'étudiants, avec leurs bâtons, passent et repassent sans s'arrêter le pont Saint-Michel, la rue des Orfèvres, etc.

Cependant aucun incident ne s'est produit.

Les établissements des marchands de vin situés sur la place Dauphine sont tous remplis de consommateurs qui discutent sur l'issue du procès.

Il s'entrelient quelques instants avec M. Mangin, commissaire divisionnaire, au sujet des mesures prises et à prendre.

#### L'AFFLUENCE AU PALAIS

La première arrivée sensationnelle est celle de M. Henri Rochefort, à 11 heures. La foule acclame le rédacteur en chef de l'*Intransigeant* qui gravit rapidement le perron monumental du Palais et, en saluant à plusieurs reprises, il gagne la salle des assises déjà comble.

Peu après, un groupe d'une centaine de personnes, avocats, journalistes et une partie du public qui n'a pu trouver accès dans la salle d'audience, vient occuper le haut du perron et les abords de l'entrée de gauche, seules accessibles pendant toute la matinée, pour jouir du coup d'œil pittoresque que présente la place Dauphine, sans cesse déblayée par les agents et encombrée de nouveau par la foule qui attend impatiemment l'arrivée de M. Emile Zola.

Entre temps arrivent l'un après l'autre MM. les généraux de Pellieux et Gouze, le lieutenant-colonel Picquart, seul et en tenue civile, le commandant Lauth, MM. Joseph Reinach, Poincaré, Delcassé, Dapuy, députés ; Trarieux et Derville, sénateurs, etc.

Un express, envoyé aux renseignements à l'intérieur du Palais, revient en assurant que Zola est arrivé au Palais.

Information prise il serait entré par la cour de Mail, accompagné de M. Labori et de ses secrétaires. Toutefois le roman-clair a été aperçu par quelques badauds qui stationnent devant la grille du boulevard du Palais et une bordée de cris hostiles se sont élevés.

Les témoins et le public continuent à affluer à la place Dauphine.

M. Vaughan, directeur de l'*Aurore* accompagné de son gérant M. Perreux, s'arrête sur le trottoir pour converser avec quelques journalistes. Il entre au Palais qu'après Georges et Albert Clémenceau.

M. Anatole France arrive ensuite au milieu d'un groupe parmi lequel nous reconnaissons quelques personnalités : Mme de Martel (Gyp), MM. Houssaye, Bauer, etc., etc.

#### VIOLENTES BOUSCULADES

Dès 9 heures du matin, des mesures d'ordre identiques à celles d'hier avaient été prises à l'intérieur du Palais.

L'entrée de la galerie par la salle des Pas-Perdus était rigoureusement interdite à toute personne n'appartenant pas à la presse judiciaire ou ne possédant pas une citation comme témoin.

L'heure d'entrée dans la salle avait été chassée et ce n'est qu'à 11 heures 40 que les chroniqueurs judiciaires, les témoins et quelques privilégiés pénétrèrent dans la salle d'audience. Toutes les portes avaient été ouvertes en même temps. Aussi de violentes bousculades se sont-elles produites, surtout au moment où les avocats, au nombre de 200 environ, ont voulu envahir le prétoire. Les gardes municipaux ont dû intervenir pour les rétablir.

Pendant ce temps, dans la salle, régnait une tumultueuse épopée. Les barrières sont encaissées, quelques dames renversées, des dames évanouies. C'est un brouhaha indescriptible.

La consigne était tellement sévère pour l'entrée à la cour que le président des assises lui-même n'a pu pénétrer dans les locaux réservés qu'à 11 heures 55.

#### ARRIVÉE DE ZOLA

A 11 h. 45, M. Zola, accompagné de M. Labori et Clémenceau est arrivé. La porte d'entrée n'étant pas ouverte, M. Zola a dû stationner dans la salle des Pas-Perdus et sa présence a donné lieu à des manifestations successives. On remarquait Mme Dreyfus qui, en compagnie de son frère M. Hadamard, s'entretenait avec M. Scheurer-Kestner.

L'affluence à la cour d'assises est encore plus considérable qu'hier et pour arriver jusqu'aux places qui leur sont réservées, MM. Zola et Perreux et leurs défenseurs sont obligés de sauter par dessus les barrières du prétoire qui est absolument envahi. A midi cependant le calme se rétablit un peu.

Parmi les personnalités présentes, on remarque : MM. Perrier, premier président, Mandu, procureur général à la cour de cassation, plusieurs présidents de Chambre, MM. Henri Rochefort, Blanc, préfet de police, M. Decori, M. Labori, M. Chéreau, ancien procureur général ; M. Lefebvre et Blondel, avocats généraux ; Espinasse ; plusieurs conseillers à la cour de cassation, etc.

#### L'AUDIENCE — LE COMMANDANT ESTERHAZY

A l'intérieur de la salle, le service d'ordre a été triplé.

M. Touny, directeur à la police municipale, est venu à midi le diriger pour faire évacuer le prétoire, ce qui ne s'est pas fait sans quelques bousculades.

L'audience est ouverte à midi 10.

Le président donne immédiatement lecture de la lettre qu'il a reçue du commandant Esterhazy.

Celui-ci dit dans sa lettre que, accusé par Mathieu Dreyfus du crime de haute trahison, il a été acquitté à l'unanimité par le conseil de guerre. Aujourd'hui il reçoit une lettre d'un particulier, Emile Zola qui le cite comme témoin. Il estime qu'il n'a pas à répondre à cette citation et laisse à la Cour et au jury le soin d'apprécier les raisons qui dictent sa conduite.

M. Labori (intervenant). — Hier, le commandant Esterhazy était ici, aujourd'hui il est ravié. C'est par un sentiment de haute discrétion que nous avons cru devoir appeler ici M. Esterhazy. Il n'y sera point en accusé.

puisqu'il est acquitté. Il peut invoquer lui-même les bénéfices de la chose jugée. Mais comme Zola pour faire sa preuve pariera de lui ici, nous n'avons pas cru qu'il serait possible de parler de lui sans l'avoir appelé dans cette enceinte.

Puisque M. Esterhazy refuse de venir nous nous passerons de lui.

M. le président. — Alors vous renoncez à son audition ?

M. Labori. — Oui !

M. Clémenceau. — Je demande au nom du gérant de l'*Aurore* que le commandant Esterhazy soit réassigné de nouveau et contraint par la force à venir déposer.

#### L'APPEL DES TÉMOINS

Puis l'huissier procède à l'appel des témoins. Très peu d'entre eux répondent à l'appel de leurs noms. Ceux qui sont présents quittent aussitôt la salle d'audience et pénétrèrent dans la salle qui leur est réservée.

Ce sont : MM. le colonel Picquart, le général Gouze, le commandant Lauth, Delcassé, Deuille, Poincaré, M. Leblois, Alfred Dreyfus, Scheurer-Kestner, Charvrel, Bertillon, Yves Guillot, M. Demange, Ranc, Thévenet, Belhomme, Varinard, le général de Pellieux, le commandant Paulin, de St-Marcel, Saurès, Anatole France, etc.

Les témoins sont terminés à 2 h. 45.

M. Labori déclare qu'en présence de l'insistance de M. Perrier pour la réassignation du commandant Esterhazy, M. Zola s'associe à la demande de son co-accusé et dépose des conclusions dans ce sens.

#### NOUVELLE CITATION DES TÉMOINS

Le président donne lecture de l'arrêt de la Cour sur les conclusions de M. Labori. Cet arrêt commet M. le docteur Picquet pour l'examen de santé de Mme de Boulaney, Mlle Blanche de Comminges, de M. Hautin, et de Mme Chapelon.

D'autre part, pour les conclusions de M. Labori relatives aux témoins militaires : capitaine Lebrun-Renault, colonel du Paty de Clam, général Mercier, commandant Reichenow, etc., la cour :

« Attendu que toute personne citée doit comparaître à la citation, dit qu'il y a lieu d'ordonner que les témoins seront de nouveau cités. »

Le président demande ensuite aux deux accusés, MM. Zola et Perreux, s'ils reconnaissent les faits qui leur sont imputés. Tous deux répondent affirmativement.

Le président. — Entendez-vous le premier témoin.

M. Labori (se levant). — A certains groupes de témoins se rattachent des témoins militaires réassignés, je demande qu'en attendant leur comparution.

Le président. — Quels témoins voulez-vous entendre ?

#### MADAME DREYFUS. — VIFS INCIDENTS

M. Labori désigne d'abord M. Scheurer-Kestner, puis se ravise et demande qu'on entende en premier lieu Mme Alfred Dreyfus, femme du déporté de l'île du Diable.

Mme Alfred Dreyfus est introduite.

Le président (s'adressant à M. Labori). — Quelles questions désirez-vous poser ?

M. Labori. — Que pensez-vous, madame, de la bonne foi de M. Emile Zola, et pouvez-vous nous dire dans quelles conditions vous avez eu, en 1904, connaissance par M. du Paty de Clam de l'arrestation de votre mari ?

Le président. — Je ne puis laisser poser cette dernière question.

Emile Zola (se levant). — Messieurs, je demande à être traité simplement comme les assassins ou les voleurs. Ils ont toujours le droit de se défendre. A moi on me casse mes cartons, on me bat, on m'injurie dans la rue, on presse impudemment ma tête dans la boue, je veux faire ma preuve, on ne me la refuse. Voyez, messieurs les jurés, quelle situation m'est faite. Je veux faire entendre mes témoins, on s'y oppose.

Le président (s'adressant à M. Zola). — Mais vous, connaissez-vous la loi, M. Zola ?

R. — Non, je ne la connais pas et je ne veux pas la connaître pour le moment. (Violentes marmottes dans l'auditoire.)

M. Labori intervenant s'efforce de faire admettre par le président la justesse de l'intervention de M. Zola :

L'arrêt rendu hier déclare que la preuve serait limitée aux faits de la citation. Or, la citation relève le passage d'un acte illégal à une commission dans le premier conseil de guerre, donc il faut en parler de ce jugement.

M. le président. — Inutile d'insister. L'affaire Dreyfus a été souverainement jugée. Vos questions tendent à la révision. Je me refuse absolument à les poser.

M. Labori proteste à nouveau.

Nous usons, dit-il, de tous les moyens en notre pouvoir et nous déposerons des conclusions motivées.

Des huées éclatent dans l'auditoire et le président menace de faire évacuer la salle.

der ainsi : Nous avons un certain nombre de questions à poser. Ces questions, le greffier ou un délégué non secrétaire en prendrait note. La Cour délibérerait et nous indiquerait celles qu'elle veut bien poser aux témoins.

Le président. — Posez vos conclusions, la Cour les examinera.

L'audience est suspendue à 1 h. 15, pour permettre à la défense de rédiger ses conclusions.

L'agitation est extrême dans la salle.

#### CONCLUSIONS DE M. LABORI

Voici le texte des conclusions de M. Labori tendant à l'audition de Mme Dreyfus :

Plaise à la Cour.

Attendu que parmi les passages relatifs à citation, figure le passage suivant : « L'accusé le second conseil de guerre d'avoir couvert cette illégalité par ordre, en commentant son tour le crime juridique d'acquiescer solennellement à une faute commise par un officier. »

Attendu que pour faire preuve de l'exactitude de l'allégation, il faut prouver que l'illégalité a été commise lors du jugement rendu par le conseil de guerre qui condamna le capitaine Dreyfus.

Attendu que Mme Dreyfus est citée comme témoin pour déposer sur les faits de sa connaissance établissant cette illégalité ; que son témoignage est donc éminemment pertinent ; que l'audition de Mme Dreyfus n'est pas en contradiction avec l'arrêt de la cour rendu à la date d'hier, qui n'a pu écarter et a écarté que la preuve des faits qui seraient en dehors de ceux articulés ; et attendu que les faits sur lesquels le témoignage de Mme Dreyfus est requis portent directement sur des faits expressément articulés et notamment sur l'illégalité affirmée dans le passage sus-énoncé.

Attendu en outre que les conclusions conservent, malgré l'arrêt de la cour le droit absolu de prouver leur bonne foi.

Attendu que le refus d'entendre les témoins cités constituerait au premier chef une violation des droits de la défense.

Par ces motifs, ordonner que les questions suivantes soient posées à Mme Dreyfus :

1. Que pensez-vous de la bonne foi de Zola ?

2. Quelles sont les raisons qui vous ont amené à croire à cette bonne foi ?

3. Estimez-vous que, d'après ce que vous en savez, l'information suivie contre votre mari a été légitime ou illégitime ?

4. Voulez-vous raconter la première visite du commandant du Paty de Clam à votre domicile ? Quelles étaient les personnes présentes ?

5. M. du Paty de Clam ne profrait-il pas contre votre mari les plus grossières injures ?

6. Ne prétendait-il pas démontrer géométriquement et en traçant des cercles concentriques sa culpabilité ?

7. Ne lui a-t-il pas parlé du masque de fer ?

8. Ne lui a-t-il pas fait défense expresse de parler de son arrestation à qui que ce soit, même à sa famille ?

9. Au bout de combien de temps a-t-elle le droit d'écrire à son mari ?

10. Au bout de combien de temps a-t-elle revu son mari ?

11. M. du Paty de Clam ne lui a-t-il pas dit : « Il ne, mais j'arriverai bien à lui faire cracher tout ce qu'il a dans le corps ? »

12. M. du Paty de Clam ne lui a-t-il pas fait espérer que peut-être il existait une erreur ?

13. M. du Paty de Clam n'a-t-il pas essayé de lui arracher par des moyens capiteux des aveux pendant le cours de l'information et après la condamnation ?

14. Que pensez-vous de l' caractère de son mari et de sa moralité ?

15. N'a-t-il pas toujours déclaré pendant l'information et depuis que l'acte d'affaire est incontestable et qu'il était victime d'une machination inexplicable ?

Pendant la suspension de l'audience c'est un vacarme assourdissant dans la salle, chacun discute avec passion ; on n'aperçoit que des gens aux visages congestionnés, gesticulant avec animation.

Pendant ce temps, Mme Dreyfus qui s'est retirée dans la salle des témoins, est en proie à une violente crise de larmes.

#### LA COUR REJETTE LES CONCLUSIONS

À la reprise de l'audience, M. Labori lit et dépose ses conclusions sur le bureau de la cour.

Elles tendent à ce que différentes questions soient posées à Mme Dreyfus et cela dans l'intérêt supérieur et la sauvegarde des droits de la défense.

L'avocat général. — Le fait spécialement visé dans les conclusions de l'innocence et de l'illégalité commise ne peut être mis en cause. Vous avez dit tout à l'heure que vous ne connaissiez pas la loi, que vous ne voulez pas la connaître, eh bien ! nous, nous la connaissons et la ferons respecter, soyez en certains ! (Mouvements prolongés) Nous la ferons respecter avec l'aide des jurés, en qui nous avons la plus entière confiance. (Applaudissements.)

Après une véhémence protestation de M. Labori contre l'obstruction qu'il reproche à Zola, celui-ci se soumette complètement à la loi et à la justice, de laquelle il attend que justice soit faite.

Je ne m'insurge donc pas, dit Zola, contre la loi, comme mes paroliers ont pu le faire croire tout à l'heure ; ce que je sais, Messieurs, c'est que je me mets au-dessus des procédés hypocrites.

Des applaudissements se font entendre et des murmures, des protestations y répondent.

La cour rejette les conclusions de la défense et déclare qu'aucune question étrangère au débat ne sera posée.

DÉPOSITION DE M. LEBLOIS

On entend ensuite M. Leblois.

M. Labori. — Pourriez-vous dire à quelle époque vous avez été saisi des faits qui parviennent à votre connaissance et qui touchent à l'affaire Esterhazy ?

M. Leblois. — J'ai fait toutes mes études avec le colonel Picquart, mon ami, et tous deux sommes restés fidèles à cette amitié. Lorsque Picquart arriva au ministère de la guerre, où il dirigea le bureau des renseignements, il fut à me consulter au sujet d'une affaire qu'il avait à Nancy et relativement à

un dossier de pigeons voyageurs ; cela était naturel puisque j'avais été magistrat pendant dix ans.

Avant reçu à Sousse des lettres de menaces d'un officier, le colonel Picquart, pour sa défense, fut amené à me dire certaines choses sur l'affaire Dreyfus ; je fus très troublé de ce que j'apprenais. Je me renseignai alors de mon côté, et M. Scheurer-Kestner qui poursuivait des recherches de son côté, me demanda à être éclairé sur ce que j'avais pu découvrir.

M. Scheurer-Kestner et moi nous causâmes de l'affaire et je fus ainsi amené à communiquer à M. Scheurer-Kestner les lettres du général Gouze que le colonel Picquart m'avait confiées pour sa défense.

Je voulais que M. Scheurer-Kestner fut en situation de s'adresser au gouvernement pour obtenir de lui qu'il examinât s'il n'y avait pas lieu de réviser le procès.

M. Scheurer-Kestner dit qu'il a fait dans ce but. Plus tard, en novembre 1897, j'appis du lieutenant-colonel Picquart que des machinations étaient ourdies contre lui, qu'il avait reçu à Sousse un télégramme faux émanant selon toutes apparences du ministère de la guerre. Déjà en novembre 1897, il avait reçu deux fausses lettres signées Saurès et qui émanaient du ministère de la guerre aussi.

Je me rendis chez M. Trarieux pour le prier de mettre le gouvernement au courant de ces faits, il me demanda de le laisser choisir le moment opportun. Les lettres avaient pour but de compromettre M. Picquart. L'une d'elles avait été ouverte et copiée au ministère de la guerre, l'autre avait été interceptée, et ce n'est que très récemment que M. Picquart...

M. Labori. — En quoi consistaient les télégrammes ?

R. — L'un disait : « Demi-Dieu demande tous les jours Mlle de Comminges quand il pourra voir le bon Dieu. »

Il était signé Saurès.

Il tendait à faire croire que M. Picquart était en relations avec un personnage politique ; en réalité, Demi-Dieu était la désignation du commandant de Lallemand et le Bon Dieu celui du lieutenant-colonel Picquart ; l'autre, signé Blanche, portait : On a la preuve que le petit bleu signé C... est de Georges.

Il émanait évidemment des bureaux de la guerre, car comment aurait-on su au dehors que l'on soupçonnait de l'affaire Esterhazy ? Du reste, il a été démontré au conseil d'enquête que M. Picquart était absolument étranger à tous ces faux.

Le président. — Qu'en savez-vous ?











[illegible]